

**Communiqué de presse**  
**Paris, le 29 avril 2026**

**Au soixante-et-unième jour depuis le début de l'agression militaire des États-Unis et du régime sioniste contre la République islamique d'Iran, le service de la diplomatie publique de l'Ambassade de la République islamique d'Iran en France souhaite porter à la connaissance des médias et de l'opinion publique les points suivants :**

### **Aperçu général des événements des derniers jours**

Au cours de ces derniers jours, la scène de la crise est entrée dans une phase que l'on peut qualifier de « cessez-le-feu fragile, impasse durable et équation instable de pouvoir ». D'un côté, le niveau des affrontements directs a diminué et, de l'autre, la guerre économique, psychologique et juridique s'est poursuivie avec une intensité accrue ; une situation qui, dans une partie des médias régionaux et internationaux, est décrite comme une « impasse stratégique ».

À l'intérieur de l'Iran, l'ensemble des messages du président de la République, du premier vice-président et du président du Parlement, ainsi que les rapports officiels sur la forte présence de la population dans les marches et les cérémonies religieuses dans la capitale et dans différentes villes, mettent l'accent sur la « résilience sociale » et la transformation des coûts humains en une force cohérente de résistance nationale. Ce cadre narratif repose sur cette réalité que l'humiliation et la violence extérieures ne produisent pas la capitulation, mais renforcent la résistance et la redéfinition de la dignité nationale.

Au niveau régional, les évolutions dans le golfe Persique montrent que le contrôle du détroit d'Ormuz a été transformé en un nouveau cadre. De nombreux rapports des réseaux analytiques régionaux affirment que la gestion par Téhéran du flux de passage des navires et la mise en place d'un nouveau régime de passage et de redevances ont provoqué un choc sur le marché mondial de l'énergie et rendu la garantie de la sécurité du détroit beaucoup plus difficile pour les puissances étrangères dont la présence s'est accrue. Dans ce même cadre, des rapports documentés faisant état de la neutralisation d'un missile lourd américain et d'une bombe antibunker, ainsi que de leur transfert vers des centres de rétro-ingénierie par l'Iran, ont donné lieu à des spéculations quant à un transfert de technologies sensibles vers l'Iran et, par conséquent, à un affaiblissement de la supériorité militaire des États-Unis et d'Israël.

Sur le front juridique et humanitaire, les révélations concernant les attaques délibérées contre des infrastructures vitales de santé, parmi lesquelles l'Institut Pasteur d'Iran et le complexe pharmaceutique Tofigh-Darou, ainsi que les chiffres officiels faisant état de plus de 34 000 blessés civils et de dizaines d'hôpitaux, d'ambulances et de centres pharmaceutiques endommagés, ont préparé le terrain pour la constitution d'un dossier documenté devant les instances internationales. Les réunions spécialisées telles que la conférence en ligne « Les agressions des États-Unis et du régime sioniste contre l'Iran : scénarios à venir » et les consultations du ministre des Affaires étrangères avec la présidente du Comité international de la Croix-Rouge s'inscrivent dans cette même démarche de documentation des violations flagrantes du droit international humanitaire.

Au plan économique mondial, les évolutions des deux derniers jours montrent que la guerre imposée à l'Iran s'est directement transformée en un « choc énergétique » durable pour le

monde. Aux États-Unis, le prix moyen de l'essence ordinaire s'est stabilisé à un niveau de 4,0–4,1 dollars par gallon et a augmenté d'environ 35 à 36% par rapport à la fin février ; un phénomène qui se reflète également dans le sondage Gallup, où 55% des citoyens américains décrivent leur situation financière comme « en voie de détérioration ». En Europe, le ministre allemand des Finances a explicitement évoqué un « choc des prix de l'énergie » provoqué par la guerre, et le Fonds monétaire international a réduit de manière significative la croissance économique de l'Allemagne. Dans le même temps, le prix du pétrole brut Brent a fluctué dans une fourchette de 110 à 115 dollars et celui du WTI dans une plage de 97 à 100 dollars, et un nouveau rapport de la Banque mondiale avertit que, si les perturbations à Ormuz se poursuivent, le prix moyen du panier énergétique en 2026 pourrait augmenter jusqu'à 24% par rapport à l'année précédente.

Sur le terrain diplomatique, le déplacement du ministre des Affaires étrangères à Moscou et sa rencontre avec le président russe, conjointement avec les positions récentes de la Turquie en faveur de la prolongation du cessez-le-feu et du retour progressif à un trafic contrôlé dans le détroit d'Ormuz, témoignent de la formation d'un nouveau consensus régional. Parallèlement, la montée des oppositions aux États-Unis et en Europe à l'encontre du caractère illégal et voué à l'échec de la guerre, ainsi que les déclarations critiques de certains membres du Congrès et les analyses de la presse occidentale, montrent que l'acceptabilité et la légitimité politique de cette guerre se sont également fortement érodées au sein de l'opinion publique occidentale.

Sur cette base, dans la perspective à court terme de la crise, le risque d'incidents localisés et d'une intensification des tensions dans le détroit d'Ormuz demeure élevé ; du point de vue économique, la poursuite de la situation actuelle signifie un renforcement toujours plus grand de l'instabilité dans l'équation énergétique mondiale et une aggravation des mécontentements sociaux. Du point de vue politique et juridique, chaque jour de prolongation de cette guerre se traduit par une augmentation des coûts humains pour les peuples de la région et par une nouvelle dégradation de la crédibilité internationale des États-Unis et du régime sioniste.

## 1. Dernières déclarations des responsables iraniens

Mohammad Reza Aref, premier vice-président: «À une époque, pour clouer au sol le peuple iranien, on nous refusait même la vente de carburant pour nos avions. Aujourd'hui, ces mêmes pays viennent s'asseoir à la table des négociations avec l'Iran pour assurer la continuité de leurs artères énergétiques. C'est là le fruit de la résistance : nous sommes passés de la "vulnérabilité aux sanctions" au stade de "référence dans la satisfaction des besoins mondiaux". »



Dr Mohammad-Bagher Qalibaf, président du Parlement: «Je suis fier d'être l'un de ces trente millions de dévoués prêts au sacrifice. L'abnégation du peuple digne d'Iran a plongé les ennemis dans le désespoir et la confusion. Vous êtes les héros toujours victorieux de l'Histoire, et le dos de notre chère Iran demeurera à jamais réchauffé par vous, ses enfants courageux et patriotes. »



Seyed Abbas Araghchi, ministre des Affaires étrangères : « Nous sommes heureux d'être en interaction, au niveau le plus élevé, avec la Russie, alors que la région est en train de traverser de grandes transformations. Les événements récents ont mis en lumière la profondeur et la solidité de notre partenariat stratégique. Alors que nos relations continuent de se développer, nous sommes reconnaissants pour la solidarité existante et nous saluons le soutien de la Russie en faveur de la diplomatie. »



Seyed Abbas Araghchi, après sa rencontre avec le président russe Vladimir Poutine : « Nous avons eu une très bonne rencontre avec Son Excellence M. Poutine. Elle a peut-être duré plus d'une heure et demie. Tous les sujets, tant en ce qui concerne les relations bilatérales que les questions régionales ainsi que la guerre et l'agression du régime américain et du régime sioniste, ont été examinés et discutés en détail. La coopération entre les deux pays a également été abordée et de très bonnes idées ont été avancées. Il existe désormais des perspectives très favorables pour la coopération. M. Poutine a également déclaré que non seulement la Russie, mais le monde entier est aujourd'hui en train de saluer le peuple iranien pour sa résistance face aux États-Unis et pour sa victoire dans cette guerre inégale et injuste. Nous remercions nos amis russes pour leur soutien tout au long de cette guerre et nous réaffirmons la volonté de la République islamique d'Iran de poursuivre les relations stratégiques et le partenariat stratégique avec la Russie dans les nouvelles conditions ».



Esmail Baqaï, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, en réaction aux déclarations de responsables judiciaires américains: « L'émission d'ordres de saisie et de confiscation de navires transportant le pétrole iranien n'est rien d'autre que la légalisation officielle de la piraterie maritime et du pillage armé dans les eaux internationales. Cela signifie un retour à l'ère de la domination des pirates sur les mers ! À ceci près qu'aujourd'hui, ils agissent avec un ordre étatique, naviguent sous un pavillon officiel et qualifient leur pillage de "mise en œuvre de la loi". Les États-Unis doivent répondre pleinement de ce comportement éhonté et de cette violation manifeste du droit, un comportement qui constitue un coup sans précédent porté au droit international et au commerce libre et qui menace les fondements mêmes de la sécurité maritime».



Esmail Baqaï, en réaction aux propos de la présidente de la Commission européenne: « Les sanctions inhumaines de l'Union européenne contre l'Iran n'ont jamais eu quoi que ce soit à voir avec les "droits de l'homme" ; ces sanctions ont dès le départ été conçues pour piétiner les droits fondamentaux des Iraniens. Personne ne croit à ce spectacle répugnant. Ces postures de façade ne vous créeront pas le moindre crédit sur la scène internationale; elles ne feront que mettre davantage en lumière l'attitude hypocrite et le double standard des élites dirigeantes européennes et accéléreront la chute de l'Europe dans l'abîme de l'insignifiance et de l'impuissance ».



## 2. Les dégâts de la guerre imposée américano-sioniste

Le ministre de la Santé, des Soins et de l'Éducation médicale: « Nos blessés civils sont plus de 34 000, qui ont été pris en charge dans les hôpitaux et centres de soins. Plus de 50 hôpitaux et établissements de santé ont subi des dommages totaux ou partiels. Plus de 60 ambulances ont été endommagées lors de ces attaques et des bases de secours d'urgence ont été touchées. Au total, 40 centres pharmaceutiques ont été endommagés, dont 16 ont subi des préjudices graves qui ne peuvent être facilement réparés. »



Rapport du site d'analyse *Middle East Eye* en date du 7 avril 2026: l'une des plus grandes tragédies de cette guerre menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran est le ciblage délibéré des centres de soins du pays. En prenant pour cible l'Institut Pasteur centenaire d'Iran et le complexe pharmaceutique Tofigh-Darou, les États-Unis et Israël ont « anéanti des décennies de recherche et d'innovation à l'échelle mondiale ». L'attaque contre de telles institutions a affaibli la capacité de production de médicaments et de vaccins, et ses conséquences pour la santé publique seront vastes et de long terme. Les 1er et 2 avril, les bombardements aériens des États-Unis et d'Israël ont directement visé l'Institut Pasteur d'Iran et rasé son bâtiment central et treize de ses laboratoires de référence. Dans ce même cadre, le complexe pharmaceutique de recherche et d'ingénierie « Tofigh-Darou » a également été pris pour cible le 31 mars, ce qui a conduit à la destruction d'unités clés de production et de recherche pharmaceutique et à une perturbation grave de la chaîne d'approvisionnement de médicaments vitaux pour les patients en Iran et au-delà.



Le ministre des Sports a demandé au CIO de suspendre le sport israélien et d'examiner les dommages causés aux installations sportives iraniennes. Il a déclaré : « Les crimes du régime sioniste doivent être condamnés afin de montrer au monde que cette institution internationale, conformément à la Charte olympique, s'oppose à toute atteinte aux droits des êtres humains et à toute violation des droits de l'homme. » Il est prévu qu'une délégation soit constituée pour examiner de manière documentée et évaluer les dommages infligés aux installations sportives et aux droits bafoués des sportifs iraniens.



## 3. Aspects juridiques

La conférence en ligne « Les agressions des États-Unis et du régime sioniste contre l'Iran : scénarios à venir » s'est tenue le 29 avril avec la participation d'un groupe de penseurs, d'analystes et d'experts de premier plan. Cette conférence a porté sur les dimensions des agressions des États-Unis et du régime sioniste contre la République islamique d'Iran, sur les scénarios à venir et sur leurs implications régionales et internationales, et a fourni un cadre pour un dialogue spécialisé autour des évolutions stratégiques en cours. Cette session a également été diffusée en direct sur l'ensemble des réseaux sociaux du Centre d'études politiques et internationales.



## 4. Actions génératrices de tensions

Reuters, 28 avril 2026 : le département du Trésor américain a sanctionné 35 personnes et entités liées à l'Iran pour leur aide au contournement des sanctions visant l'Iran. L'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du département du Trésor a mis en garde contre toute coopération avec ceux qui versent de l'argent à l'Iran pour le passage par le détroit d'Ormuz. Ces mesures ont porté le nombre de sanctions contre l'Iran depuis février 2025 à plus de 1 000. Les États-Unis ont également menacé de sanctionner les banques qui coopèrent avec les petites raffineries chinoises (dites « teapots »).



Reuters : cinq autres membres des équipes de secours ont perdu la vie dans des attaques du régime sioniste au Liban. Le ministre libanais de la Santé a condamné le crime du régime sioniste consistant à viser directement les forces de la défense civile libanaise. Le nombre de martyrs parmi le personnel soignant et les forces de secours au Liban est passé, depuis le 2 mars, à 100 personnes.



Donald Trump, mercredi, sur le réseau social Truth Social : « Les Iraniens doivent se ressaisir – et vite ! L'Iran n'arrive pas à se reprendre. Ils ne savent pas comment parvenir à un accord sur le programme nucléaire. C'en est fini du monsieur sympa ! »



## 5. Lutte contre la propagande, la guerre psychologique, les mensonges et les tentatives de manipulation de l'opinion publique

Le quotidien britannique *The Daily Telegraph*, dans un reportage intitulé « Le détroit d'Ormuz est désormais pour l'Iran une arme plus puissante que la bombe nucléaire », en date du 27 avril 2026: le contrôle de l'Iran sur ce passage stratégique est devenu un instrument extrêmement efficace pour exercer une pression sur l'économie occidentale. Selon le *Telegraph*, la domination de Téhéran sur le détroit d'Ormuz constitue un outil offensif actif qui, en limitant le flux de pétrole et de gaz, crée de violents chocs de prix sur le marché mondial et met en évidence la vulnérabilité structurelle des économies occidentales ; de sorte que l'Iran peut, en gérant l'offre et le prix de l'énergie, sans dépasser les lignes rouges de son programme nucléaire, imposer de très lourds coûts à l'économie des États-Unis et de leurs alliés.



Edward Luce, éditorialiste principal et rédacteur en chef des questions américaines au *Financial Times* : « L'opération "Epic Fury" de Trump s'est transformée en une quête épique pour trouver une voie de sortie ; alors qu'il n'existe aucune voie de sortie évidente qui ne ramène pas à la même autoroute. »



La chaîne anglophone Press TV : depuis le début des affrontements récents, plus de 15 missiles lourds américains qui n'avaient pas explosé ont été découverts et neutralisés, et ces munitions ont été transférées « aux unités techniques et de recherche » en vue d'une rétro-ingénierie. Une bombe anti-bunker avancée GBU-57 a également été neutralisée avec succès et remise aux autorités compétentes ; une bombe qui, en cas d'explosion, aurait pu infliger des dommages étendus aux infrastructures vitales. Le site britannique *iPaper* et plusieurs autres médias occidentaux, dans une analyse citant d'anciens analystes de la CIA, ont averti que la récupération de ces armes non explosées – notamment des missiles de croisière Tomahawk, des drones Reaper et des bombes anti-bunker GBU-57 – donne à l'Iran la possibilité, via la rétro-ingénierie, d'accéder aux technologies confidentielles des systèmes de guidage, de propulsion et des ogives perforantes américaines et israéliennes.



John Kiriakou, ancien officier de la CIA : au cours des deux dernières décennies, deux estimations nationales du renseignement de la CIA et d'autres institutions américaines ont montré que l'Iran ne disposait pas d'un programme actif d'armes nucléaires. Toutefois, le régime israélien exerce depuis des années des pressions sur Washington pour l'inciter à attaquer l'Iran et, en fin de compte, par une menace sans précédent – y compris la menace d'utiliser l'arme nucléaire si les États-Unis refusaient de bombardier les sites nucléaires iraniens – il a réussi à pousser Trump à déclencher la guerre actuelle.



Cette guerre a été conçue, bien plus que pour servir les intérêts stratégiques des États-Unis, pour servir les intérêts d'Israël et constitue un exemple rare d'alliance qui, au lieu d'apporter la stabilité, entraîne un risque d'escalade des conflits à l'échelle mondiale. L'idée d'un effondrement rapide du système politique iranien a été une « illusion dangereuse », et les erreurs de calcul de Tel-Aviv et de la Maison-Blanche ont conduit les États-Unis à une guerre d'usure qui a échappé au contrôle de ses concepteurs initiaux. La poursuite de la guerre et ses coûts humains et économiques peuvent menacer sérieusement l'avenir politique du président américain.

Scott Ritter, ancien officier du renseignement de la marine américaine et analyste militaire : la guerre des États-Unis et du régime sioniste contre l'Iran a débouché sur une défaite stratégique pour Washington et « toutes les cartes stratégiques sont désormais entre les mains de l'Iran », et l'équilibre des forces au Moyen-Orient a basculé en faveur de Téhéran. Se placer du mauvais côté de l'équation de puissance a un coût élevé ; une réalité que les États-Unis et leurs alliés arabes du golfe Persique sont aujourd'hui en train d'apprendre à leurs dépens : « ces jours-ci, c'est une très mauvaise période pour être un pays arabe riverain du golfe Persique ». Les États-Unis et Israël, en lançant leurs attaques du 28 février 2026 contre l'Iran, ont entamé un pari dangereux, et les États arabes alignés sur Washington, dans la mesure où ils ont été consultés avant l'attaque, ont également pris part à ce pari ; mais, en pratique, ce sont eux qui ont perdu, tandis que l'Iran a réussi à prendre l'avantage sur le champ de bataille et dans les détroits vitaux de la région.



## 6. Situation du marché de l'énergie et effets de la crise dans la région

Sur la base des données de l'American Automobile Association (AAA) et de l'Energy Information Administration des États-Unis, à la fin du mois de mars 2026, le prix moyen de l'essence ordinaire aux États-Unis a atteint, pour la première fois depuis 2022, le seuil de 4 dollars par gallon et, dans certaines estimations, a été indiqué à environ 3,99–4,02 dollars ; une envolée qui, dans les rapports des médias, est directement reliée à la guerre des États-Unis et du régime sioniste contre l'Iran et aux perturbations sur les marchés pétroliers mondiaux.



Selon des sources telles que GasBuddy et des analyses fondées sur les statistiques de l'AAA, le prix de l'essence a augmenté d'environ 1 dollar par gallon depuis la fin février (avant le début des attaques) jusqu'à aujourd'hui, soit une hausse de 35 à 36% ; une augmentation présentée comme la plus forte progression mensuelle du prix de l'essence aux États-Unis depuis le début de l'enregistrement de ces données au début des années 2000. Les données publiées jusqu'au milieu et à la fin du mois d'avril 2026 montrent que la moyenne nationale s'est stabilisée autour de 4,0–4,1 dollars par gallon et que, même si l'on observe de légères fluctuations quotidiennes à la baisse (prix moyen d'environ 4,04 dollars le 19 avril), les prix dans des États comme la Californie, Hawaï et l'État de Washington demeurent très supérieurs à la moyenne nationale, aux environs de 5,9, 5,5 et 5,3 dollars par gallon, ce qui exerce une pression supplémentaire sur le budget des ménages américains.

Au cours des 24 dernières heures, l'image générale du marché de l'énergie reste dominée par la guerre des États-Unis et d'Israël contre l'Iran et par les perturbations dans le détroit d'Ormuz. Les données en temps réel indiquent que le prix du pétrole brut américain (WTI) a fluctué dans une fourchette de 97 à 100 dollars par baril et s'est établi lors des transactions d'hier autour de 99 à 100 dollars ; un mouvement accompagné d'une volatilité quotidienne d'environ 3 à 4%, reflétant la sensibilité du marché aux nouvelles concernant le détroit d'Ormuz. Le Brent de la mer du Nord a été négocié



au cours des dernières 24 heures dans une fourchette d'environ 110 à 115 dollars et, selon les données de sites spécialisés, son prix moyen aujourd'hui est d'environ 114 dollars, avec une amplitude quotidienne de 110,26 à 115,43 dollars ; le retour du Brent à ces niveaux à trois chiffres et proches des pics de 115–116 dollars de la mi-avril a renforcé les inquiétudes relatives aux pénuries d'offre et au risque géopolitique sur les marchés européens et asiatiques. Les indicateurs en ligne du marché de l'énergie montrent que des produits tels que le gazole et les carburants moyens de distillation sont toujours cotés à des niveaux élevés en Europe et que, bien que certains contrats laissent apparaître des signes de « correction partielle », aucune baisse significative susceptible d'alléger le coût du transport et de la production n'a été enregistrée au cours des 24 dernières heures.

Au plan analytique, un nouveau rapport de la Banque mondiale sur les perspectives des marchés des matières premières avertit que, si les tensions dans le golfe Persique se poursuivent et que le passage par le détroit d'Ormuz demeure restreint, le prix moyen du panier énergétique en 2026 pourrait être d'environ 24% supérieur à celui de l'an passé et marquer la plus forte hausse de ces quatre dernières années ; cette projection a fortement influencé l'atmosphère des transactions des derniers jours. Les médias et instituts d'analyse régionaux, soulignant la dépendance d'une part importante des exportations mondiales de pétrole et de gaz liquéfié au détroit d'Ormuz, parlent de la « pression de goulot d'étranglement » exercée par ce passage sur le marché de l'énergie et dressent des scénarios selon lesquels, en cas de prolongation des perturbations ou de réouverture partielle, la possibilité d'une nouvelle flambée des prix vers des niveaux plus élevés serait renforcée. Dans l'ensemble, le marché de l'énergie, au cours des dernières 24 heures, a connu une combinaison de prix très élevés, d'une volatilité quotidienne notable mais maîtrisée et d'anticipations inflationnistes fortes, tandis que les acteurs du marché attendent avant tout des signes tangibles de désescalade dans le golfe Persique et de progrès réels dans les négociations relatives à une réouverture complète du détroit d'Ormuz.

Selon de nouvelles données de l'institut de sondage Gallup, recueillies entre le 1er et le 15 avril 2026 aux États-Unis, 55% des personnes interrogées déclarent que leur situation financière « va en s'aggravant » ; un chiffre qui, en hausse par rapport à 53% en 2025 et 47% en 2024, constitue le niveau le plus élevé enregistré par Gallup depuis le lancement de cette série de sondages en 2001. Ces résultats montrent que les Américains sont aujourd'hui moins optimistes quant à leur avenir financier que durant la Grande Récession de 2008 et les années les plus aiguës de la pandémie de Covid-19 en 2020. Gallup rapporte que 31% des personnes interrogées citent le « coût de la vie » comme principal problème financier, et 13% mentionnent les coûts de l'énergie et de l'essence ; une part qui est la plus élevée depuis 2008 et qui a été renforcée par la récente flambée des prix de l'essence à la suite de la guerre contre l'Iran.



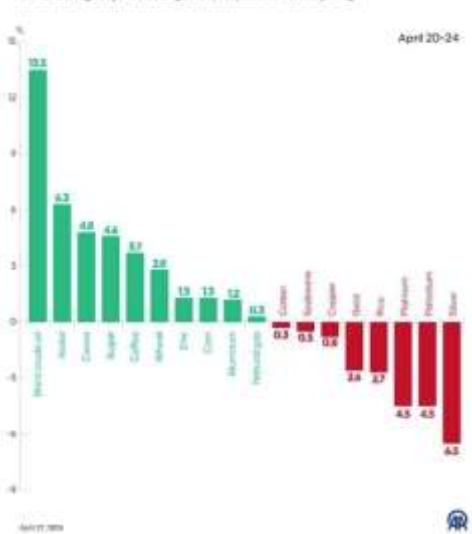
Lars Klingbeil, ministre allemand des Finances, en marge des réunions de printemps du Fonds monétaire international à Washington : «Même si l'Allemagne ne participe pas à la guerre contre l'Iran, cette guerre porte directement atteinte à notre croissance économique et impose au pays un choc de prix de l'énergie. Les citoyens allemands ressentent l'impact de cette guerre aux stations-service et sur leurs factures d'énergie, et de nombreuses entreprises sont confrontées à une forte augmentation des coûts d'électricité et de gaz, alors que le Fonds monétaire international a simultanément réduit de 0,3 point de pourcentage ses prévisions de croissance de l'économie allemande pour 2026 et 2027. Cette guerre est pour l'Europe coûteuse et inutile. Ce combat n'est pas la guerre de l'Allemagne, mais ses conséquences se font vivement sentir dans l'économie allemande et dans les conditions de vie de la population à travers la hausse des prix de l'énergie, les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement et la diminution de la confiance des investisseurs. »



Presque deux mois se sont écoulés depuis le début de la guerre contre l'Iran, et les tensions non résolues dans le golfe Persique ont perturbé la stabilité des prix sur les marchés mondiaux et placé les marchés dans une situation fragile. D'après les données de plateformes internationales et des rapports analytiques, le pétrole brut Brent, au cours de certaines des semaines récentes, a enregistré, en réaction au blocage du détroit d'Ormuz et à la poursuite de la guerre, une hausse d'environ 10 à 15% sur un seul intervalle de sept jours et a franchi le seuil des 100 dollars. Parallèlement, le prix d'un certain nombre de métaux et d'autres matières premières a augmenté ; le nickel a progressé d'environ 5 à 10% sur certains jours et semaines, et les marchés agricoles, notamment le cacao et le sucre, ont chacun enregistré des hausses de 4 à 8%, ce que les analystes considèrent comme la conséquence directe du choc énergétique et du risque de perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales.

### Geopolitical risks, inflation concerns weigh on commodity markets

Unresolved tensions in the Middle East, supply concerns over the Strait of Hormuz, and high oil prices feeding inflation expectations affect pricing



## 8. Efforts diplomatiques

Seyed Abbas Araghchi, ministre des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran, après son voyage en Russie : « Nous saluons le soutien de la Russie en faveur de la voie diplomatique. Dans une situation où la région est en train de traverser des évolutions majeures et décisives, heureusement, notre interaction avec la Russie se poursuit au niveau le plus élevé. Les développements récents ont bien montré la profondeur et la solidité de notre partenariat stratégique. À mesure que nos relations continuent de se développer, nous sommes reconnaissants pour la solidarité existante et nous nous félicitons du soutien de la Russie à la voie diplomatique. »



Seyed Abbas Araghchi, après sa rencontre avec le président russe Poutine : « Nous avons eu une très bonne rencontre avec Son Excellence M. Poutine. Tant nos relations bilatérales que les questions régionales et, également, la guerre et l'agression du régime américain et du régime sioniste ont été examinées et discutées de manière détaillée. Par ailleurs, la coopération entre les deux pays a été abordée et de très bonnes idées ont été avancées. Il existe à présent des perspectives très favorables pour la coopération. M. Poutine a également déclaré que non seulement la Russie, mais le monde entier est aujourd'hui en train de saluer le peuple iranien pour sa résistance face aux États-Unis et pour sa victoire dans cette guerre inégale et injuste. Nous remercions nos amis russes pour leur soutien tout au long de cette guerre et nous réaffirmons la volonté de la République islamique d'Iran de poursuivre les relations stratégiques et le partenariat stratégique avec la Russie dans les nouvelles conditions. »

Le ministre turc des Affaires étrangères : « À l'heure actuelle, la prolongation du cessez-le-feu est une question importante, et il est essentiel pour nous que les parties ne retournent pas à la guerre. Dès l'annonce du cessez-le-feu de deux semaines, nous avons indiqué qu'il existait de nombreux points et dispositions importants qui ne pouvaient être résolus en deux semaines en vue de parvenir à un accord. Nous cherchons à prolonger la durée du cessez-le-feu. Je pense que les prochains jours sont très importants, notamment parce que les parties ont clairement exprimé leurs positions. L'intention des parties, en particulier en ce qui concerne la conclusion d'un cessez-le-feu durable et la progression vers la réouverture du détroit d'Ormuz, est très importante. »



## 9. Titre des principaux journaux iraniens

L'examen des titres de la une des journaux d'aujourd'hui en Iran montre que trois axes principaux dominent l'espace médiatique du pays: Dans le domaine de la politique intérieure, plusieurs quotidiens parlent du « soutien de 261 députés au bilan du gouvernement » et de la nécessité d'une synergie entre les pouvoirs pour franchir les conditions de guerre et de sanctions. Dans le domaine de la sécurité et de la géopolitique, des titres évoquant « l'incapacité des États-Unis à modifier le comportement de l'Iran », la démonstration de force dans le détroit d'Ormuz et l'effet de la gestion iranienne sur le marché mondial de l'énergie soulignent la position dominante de Téhéran dans l'équation du pouvoir régional.

Parallèlement, les journaux économiques rapportent un « tsunami des prix sur le marché automobile » et la poursuite de la pression inflationniste sur les moyens de subsistance de la

population, tandis que certains grands quotidiens, en publiant de nombreuses images de pèlerins et de rassemblements religieux à Machhad et Qom, insistent sur le lien entre identité religieuse, mobilisation sociale et résistance nationale face à la guerre et aux pressions extérieures.



**10. Participation massive et continue de la population dans les rues à l'occasion du quarantième jour du martyr du Guide de la Révolution**

Eslamshahr



Téhéran



Kermanshah



Chiraz



**Service de la diplomatie publique  
Ambassade de la République islamique d'Iran en France**

\*\*\*\*\*

Une famille tombée en martyr, tuée par des terroristes sionistes  
dans le village de Khizab, dans la ville de Khomein

